

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CENTRE
COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE FENOUILLET**

SÉANCE DU 24 FÉVRIER 2026

Date de convocation : 16/02/2026

Nombre de membres :

- En exercice : 11
- Présents : 8
- Procuration : 0
- Absents : 3

L'an deux mille vingt-six le vingt-quatre février à dix-sept heures et trente minutes, le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de FENOUILLET, régulièrement convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Thierry DUHAMEL.

Présent(s) : T. DUHAMEL, S. COMBALIER, C. NAVARRO, B. CLAUDEL, JC. CULOS, C. BERNI, M. COMBE, C. LESCURE

Absent(s) : C. MARCAT, A. PONTCANAL, Z.DIR

Secrétaire de séance : S. COMBALIER

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION N° 2026.02.24-D01 : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA DERNIÈRE SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Monsieur le Président donne lecture du procès-verbal de la dernière séance du Conseil d'Administration du C.C.A.S.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration du C.C.A.S. :

APPROUVE le compte rendu.

Résultat du vote :

Pour : 8

Contre : 0

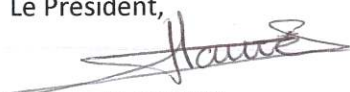
Abstention : 0

Ainsi fait et délibéré à FENOUILLET, les jours, mois et ans que dessus et ont signé les membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

FENOUILLET, le 24 février 2026.

Le Président,


Thierry DUHAMEL



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CENTRE
COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE FENOUILLET**

SÉANCE DU 24 FÉVRIER 2026

Date de convocation : 16/02/2026

Nombre de membres :

- En exercice : 11
- Présents : 8
- Procuration : 0
- Absents : 3

L'an deux mille vingt-six le vingt-quatre février à dix-sept heures et trente minutes, le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de FENOUILLET, régulièrement convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Thierry DUHAMEL.

Présent(s) : T. DUHAMEL, S. COMBALIER, C. NAVARRO, B. CLAUDEL, JC. CULOS, C. BERNI, M. COMBE, C. LESCURE

Absent(s) : C. MARCAT, A. PONTCANAL, Z.DIR

Secrétaire de séance : S. COMBALIER

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION N° 2026.02.24-D02 : DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026

Monsieur le Président rappelle que le débat d'orientations budgétaires (DOB) est un exercice réglementaire imposé par l'article L.2312-1 du CGCT. Il s'appuie sur le Rapport d'Orientations Budgétaires.

Le ROB est une étape obligatoire. En cas d'absence de ROB, toute délibération relative à l'adoption du budget primitif est illégale.

Désormais, un ensemble de modifications liées à la loi portant « Nouvelle Organisation Territoriale de la République » du 7 août 2015 donne un cadre précis à cette présentation.

Le décret du 26 Juin 2016 est venu préciser le contenu ainsi que les modalités de publication et de transmission du ROB tel que décrit ci-dessous :

- Présentation des évolutions prévisionnelles des dépenses et recettes y compris les hypothèses retenues en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification et de subvention,
- Description de la programmation pluriannuelle des investissements et de son financement,
- Informations relatives à la structure de la dette notamment à la fin de l'exercice auquel se rapporte le budget,
- Structure des effectifs,
- Dépenses de personnel et éléments de rémunération,
- Durée effective du travail,
- Éventuellement Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

Le DOB permet :

- d'informer l'ensemble des élus sur la situation économique et financière de leur commune afin d'éclairer leur choix lors du vote du budget primitif,
- de débattre sur les différents projets dans lesquels va s'engager la collectivité,

Monsieur le Président ouvre le débat sur :

- Les éléments du contexte budgétaire nationaux et métropolitains,
- Les résultats provisoires de l'exercice 2025
- Les perspectives 2026 en fonctionnement et investissement
- Le projet de budget 2026.

Le conseil d'administration est invité à débattre sur ces orientations.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré,

- **PREND ACTE** et de la tenue du débat des éléments transmis lors de ce débat,
- **APPROUVE** les orientations présentées.

Résultat du vote :

Pour : 8

Contre : 0

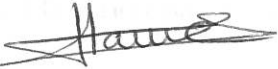
Abstention : 0

Ainsi fait et délibéré à FENOUILLET, les jours, mois et ans que dessus et ont signé les membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

FENOUILLET, le 24 février 2026.

Le Président,


Thierry DUHAMEL



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CENTRE
COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE FENOUILLET**

SÉANCE DU 24 FÉVRIER 2026

Date de convocation : 16/02/2026

Nombre de membres :

- En exercice : 11
- Présents : 8
- Procuration : 0
- Absents : 3

L'an deux mille vingt-six le vingt-quatre février à dix-sept heures et trente minutes, le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de FENOUILLET, régulièrement convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Thierry DUHAMEL.

Présent(s) : T. DUHAMEL, S. COMBALIER, C. NAVARRO, B. CLAUDEL, JC. CULOS, C. BERNI, M. COMBE, C. LESCURE

Absent(s) : C. MARCAT, A. PONTCANAL, Z.DIR

Secrétaire de séance : S. COMBALIER

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION N° 2026.02.24-D03 : FONGIBILITÉ DES CRÉDITS EN M57 POUR L'ANNÉE 2026

Monsieur le Président rappelle aux membres du conseil que le référentiel M57 étend à toutes les collectivités territoriales les règles budgétaires assouplies offrant une plus grande marge de manœuvre et souplesse budgétaire aux gestionnaires et notamment en matière de fongibilité des crédits.

Vu l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales, l'article 242 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre de finances pour 2019 et l'arrêté ministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales ;

Considérant que le CCAS a adopté par la délibération n°2023.11.28-D02 du Conseil d'Administration en date du 28 novembre 2023 la nomenclature M57 à compter du 1er janvier 2024 et que cette norme comptable s'appliquera au budget communal ;

Vu l'article L. 5217-10-6 du code général des collectivités territoriales, « dans la limite fixée à l'occasion du budget et ne pouvant dépasser 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, l'assemblée délibérante peut déléguer la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. Dans ce cas, l'assemblée délibérante est informée de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance ».

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration :

- **AUTORISE** Monsieur le Président à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section.

- **DONNE** tous pouvoirs à Monsieur le Président ou à son représentant à prendre toutes les mesures ainsi qu'à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Résultat du vote :

Pour : 8

Contre : 0

Abstention : 0

Ainsi fait et délibéré à FENOUILLET, les jours, mois et ans que dessus et ont signé les membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

FENOUILLET, le 24 février 2026.

Le Président,


Thierry DUHAMEL

